

ETUDE

A qui profite

LE WOKISME ?

Entre occultation de l'histoire et « panique morale »,
comment penser les droits humains en 2022 ?




BAMKO
KWANDIKA

A qui profite le « wokisme » ?

*Entre occultation de l'histoire et « panique morale » :
comment penser les droits humains en 2022 ?*

Étude Bamko 2022

Valéria D.¹

Table des matières

Résumé	3
Introduction	4
I. Les origines du mot « woke »	6
1) Racisme systémique et États-Unis : quelques repères	6
2) Contre l'oppression : des luttes d'émancipation	9
3) D'un « woke » étasunien à un « wokisme » français	11
II. L'invention du « wokisme » : panique, liberté d'expression et changements.....	15
1) Les créateur·ices et détracteur·ices du « wokisme » et la panique morale	16
2) Liberté d'expression et <i>cancel culture</i> : deux arbres qui cachent la forêt ?.....	19
3) Assiste-t-on à un changement de paradigme ?.....	22
III. Les impacts matériels et pistes de sorties de la « panique woke »	25
1) Les impacts institutionnels.....	25
2) Les impacts collectifs et individuels	27
3) Les pistes de sorties : alternatives, éducation, rapports de pouvoir	28
Alternatives de pensées et d'action	28
Éducation et pédagogies émancipatrices.....	30
Rapports de pouvoir et justice sociale.....	32
Conclusion.....	33
Bibliographie.....	35

¹ Valéria D. est le nom d'emprunt d'une membre de Bamko



CENTRE FÉMINISTE DE RÉFLEXIONS ET D' ACTIONS
SUR LE RACISME ENVERS LES NOIR.E.S

Résumé

« *Woke* » est un terme issu de l'argot afro-étasunien, donnant le néologisme « wokisme » qui fait débat en Belgique et en France aujourd'hui. Pourquoi ? D'où vient ce terme et comment a-t-il voyagé jusque dans le débat Belge et Français, sous forme de « panique morale » et de « menace » à l'universalisme hérité des Lumières ? A qui sert la médiatisation de ce mot ?

Mots clés : woke – wokisme – universalisme – antiracisme – droits humains

Remerciements

Merci à toutes les personnes ayant répondu à l'enquête. Un immense merci au Collectif Susu, collectif militant afroféministe, panafro-révolutionnaire et anticapitaliste, basé à Bruxelles, pour leurs analyses et éclairages ; ainsi qu'aux membre de Bamko. Merci à mes proches pour les relectures et les riches discussions. Enfin, merci à Mireille pour sa brillance, sa confiance, sa patience et cette proposition d'écrire sur ce sujet complexe.

Avec le soutien de



Introduction

2022 se termine. Depuis plus d'un an déjà, un terme étasunien « *woke* » et son dérivé « wokisme » semblent résonner dans les débats publics belges et français, parfois sous le feu des projecteurs mais à la définition instable et changeante. Sujet risible ou inconnu pour certain·es, « menace » des fondements de la raison et des Lumières européennes pour d'autres : que l'on veuille ou non entrer dans ce débat, celui-ci a un impact concret et en dit beaucoup sur nos sociétés.

Cette étude en va-et-vient entre la Belgique et la France, en passant par les États-Unis, se veut être un petit guide pour démêler le débat, en comprendre les racines et les glissements de sens, et permettre de se positionner en connaissance de cause. Selon une définition de la chercheuse Mame-Fatou Niang, le « Wokisme est un néologisme dérivé de l'anglais *woke*, éveillé. En France, il désigne des courants progressistes supposément importés des USA, et qui auraient comme point commun de remettre en question les valeurs de notre République, voire de chercher à la détruire. »² Selon le journal français Le Monde : « Le terme, [*woke*] issu des problématiques de justice sociale et raciale aux États-Unis, est devenu une expression fourre-tout, utilisée pour dénigrer des idées progressistes »³. Et comme le montre le sociologue Alex Mahoudeau « *on a affaire à la réémergence d'un débat ancien qui a connu des mutations multiples, et dans lequel les positions, les accusations comme les arguments sont, en réalité, très stables à travers le temps.* » (p.61). Cependant, en Belgique, le débat sur le « wokisme » semble avoir beaucoup moins pris racine, tant dans les médias, institutions, que dans le questionnaire diffusé pour l'étude qui n'a pas été saisi par le public belge, à la différence du public français.

Les luttes pour plus d'égalité, d'émancipation et de droits humains sont sans cesse dénigrées, ou invisibilisées et ce depuis toujours, tant en Belgique qu'en France. Mais par qui le sont-elles et à qui cela profite-t-il ? Qui est à l'origine de ce débat ? Qui en maîtrise les termes ? Comment un petit mot de 4 lettres, « *woke* », peut-il devenir un mouvement idéologique menaçant ? Le « wokisme » existe-t-il vraiment ? Et puis que veut-il dire ? La liberté d'expression et la démocratie sont-elles en danger à cause de lui ? Assiste-t-on à une

²Abécédaire des savoirs critiques, Médiapart : <https://blogs.mediapart.fr/abecedaire-des-savoirs-critiques/blog/140422/wokisme>

³Le Monde https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/09/23/quatre-questions-pour-cerner-les-debats-autour-du-terme-woke_6095681_4355770.html

« américanisation du débat public », un clivage générationnel ? Quel rôle les réseaux sociaux viennent y jouer ? Qu'est-ce que cette tension vient dire des rapports de force qui structurent nos sociétés contemporaines ? Et que raconte-t-elle des luttes pour les droits humains et leurs évolutions ?

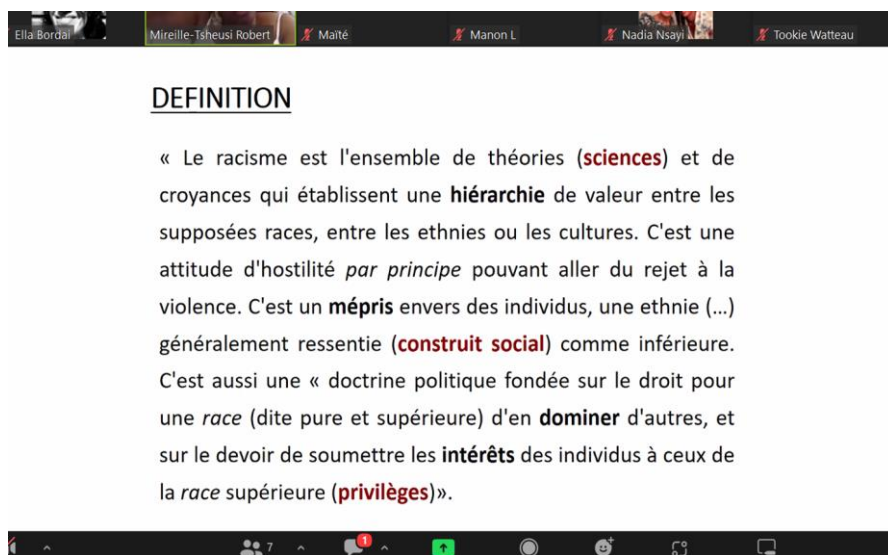
Il sera difficile de répondre à toutes ces questions dans cette courte étude. Cependant nous montrerons que bien que le débat sur la « menace wokiste » ait une diffusion très inégale en Belgique et en France, il cristallise un contexte global de tabou et de **continuum colonial**⁴, et de montée de l'extrême droite.

⁴Voir le Rapport Toubon du Défenseur des Droits (France, 2020) qui reconnaît la responsabilité de l'État dans les discriminations, notamment raciales. Ces dernières sont la continuité d'un système colonial et raciste.

I. Les origines du mot « woke »

1) Racisme systémique et États-Unis : quelques repères

On ne peut pas comprendre le terme *woke* et ses néologismes francophones sans connaître l'histoire des USA, fortement liée à l'histoire du racisme, de la colonisation et de la traite esclavagiste par les Européen·nes. Il semble important de préciser que si le terme « *woke* » est employé aux USA et en français sans traduction, les termes de « wokistes » et « wokisme » sont des néologismes spécifiques à la francophonie européenne, non utilisés dans le monde anglophone. Commençons par une brève **définition du racisme** par les sciences sociales. Le CNRS définit le racisme comme il suit :



The screenshot shows a video player interface with a slide titled "DEFINITION". The slide text reads: "« Le racisme est l'ensemble de théories (sciences) et de croyances qui établissent une hiérarchie de valeur entre les supposées races, entre les ethnies ou les cultures. C'est une attitude d'hostilité *par principe* pouvant aller du rejet à la violence. C'est un mépris envers des individus, une ethnie (...) généralement ressentie (construit social) comme inférieure. C'est aussi une « doctrine politique fondée sur le droit pour une race (dite pure et supérieure) d'en dominer d'autres, et sur le devoir de soumettre les intérêts des individus à ceux de la race supérieure (privilèges) »." The video player interface includes names of participants at the top (Ella Borda, Mireille-Tsheusi Robert, Maité, Manon L., Nadia Nsayi, Tookie Watteau) and a Windows taskbar at the bottom.

Le racisme n'est pas *seulement* un acte individuel volontairement hostile, c'est bien plus que ça : c'est un **système**. Comme le montre également le documentaire radiophonique « Aux origines du racisme » (LSD) : celles-ci viennent de la

Grèce Antique, avec la construction de la division et hiérarchisation entre « barbare » et « civilisé », dans une société éminemment esclavagiste. C'est de là que l'on voit naître les prémices du « suprémacisme blanc » : la croyance que l'homme blanc est supérieur au reste du monde. Cette idéologie, fortement ancrée dans les sociétés européennes fait son chemin dans l'histoire comme nous le savons, avec de nombreux théoriciens « scientifiques » construisant une supposée « race biologique », basée sur des mesures corporelles⁵.

Aujourd'hui, si nous savons scientifiquement que les races biologiques n'existent pas, nous savons aussi que cette construction sociale et politique qu'est la « race » a eu des impacts terribles sur la planète : les colonisations européennes du monde entier, la traite esclavagiste

⁵Gobineau, Cuvier, Virey ou Haeckel pour ne citer que quelques théoriciens racialisés du XVIIIème siècle

transatlantique des noir·es, la Shoah, pour ne citer que les plus connus. Ces crimes racistes contre l'humanité ont encore des répercussions aujourd'hui dans les inégalités sociales⁶, et le système raciste est toujours agissant⁷. Il nous paraît également important de mentionner que s'il semble impossible de « réparer » des crimes contre l'humanité, certains de ceux-ci ont pourtant eu des tentatives de réparations, notamment juridiques, financières ou géopolitiques pour citer la Shoah. Alors que d'autres, commis également par des puissances européennes comme la traite esclavagiste des noir·es n'ont à ce jour jamais eu aucune réparation en Europe⁸.

Intéressons-nous maintenant à la spécificité du système raciste dans le contexte des États-Unis où est apparu le terme « *woke* ». Ce qui est aujourd'hui communément appelé le continent Américain, ou bien Abya Yala par des populations autochtones, n'a pas été « découvert » par les Européens. Le continent avait sa vie propre avec différentes populations et civilisations à part entière, et a ensuite subi différentes vagues de colonisation européenne (Espagne, Royaume-Uni, France, Portugal...). Pour les objectifs de l'étude, nous nous concentrerons sur la partie Nord du continent et notamment les États-Unis, à partir des colonisations européennes. Voici une brève chronologie de la construction des USA :

- **1607** : Les **premiers colons anglais** arrivent sur le continent Américain
- **1619** : arrivée du premier bateau de la **traite négrière** sur les côtes de ce qui sera baptisé plus tard les États-Unis d'Amérique (USA)
- **1776** : **déclaration d'indépendance** des USA suite à une guerre pour s'affranchir du Royaume Uni
- **1800** : La **France** obtient de l'Espagne le territoire de la **Louisiane** (aussi appelé Nouvelle France) qui représente à l'époque 22,3 % du territoire des USA, soit presque un quart des USA
- **1803** : Les USA rachètent la Louisiane aux Français qui continuent à posséder des colonies dans la Caraïbe jusqu'à aujourd'hui encore
- **1865** : **Abolition de l'esclavage aux USA** (pour faire le parallèle, la **France** l'a abolit sur ses territoires une première fois en 1794 puis le remet en place de 1802 à 1848 sous Napoléon Bonaparte. Pour ce qui est du **Brésil**, l'esclavage est officiellement aboli en 1888.)

⁶Voir encore une fois le Rapport Toubon du Défenseur des Droits

⁷Voir les travaux de Rachida Brahim ou Mathieu Rigouste

⁸La question de réparations financières pour les descendant·es de la traite transatlantique se pose aux USA, et également dans l'Université des West Indies qui a entamé un travail scientifique pour tenter de comptabiliser les dommages causés et hérités par ce crime contre l'humanité. Le CNRS a également comptabilisé les indemnités versées aux maîtres esclavagistes lors de la « perte » de leurs richesses à l'abolition. CNRS : <https://www.cnrs.fr/fr/les-indemnites-versees-aux-proprietaires-desclaves-recensees-dans-une-base-de-donnees>



Figure 1: Publication issue
du compte instagram @unapolegiticp

Ce schéma à gauche - mentionnant « *Je sens que cette information a besoin d'être publiée régulièrement pour rafraîchir la mémoire des gens.* » - est un graphique historique proportionnel. Il montre avec justesse que la place de la période esclavagiste dans l'histoire des USA compose largement plus de la moitié de son histoire. Cette histoire coloniale et esclavagiste, qui tire ces racines de l'Europe, s'est adaptée à un contexte particulier et a créé ses propres règles à partir de l'indépendance. On peut voir que suite à la colonisation et l'abolition de l'esclavage, le racisme systémique à bel et bien continué à impacter les populations autochtones, afrodescendantes et les populations **racisées**⁹ des vagues d'immigration suivantes.

Entre les massacres, les réserves dans lesquelles sont parquées les populations natives, la ségrégation, les lynchages, la « *one drop rule* »¹⁰, les luttes pour les droits civiques et aujourd'hui les violences policières et inégalités socio-économiques basées sur une supposée race : il va sans dire que le racisme est encore bien ancré dans la société étasunienne, malgré les nombreuses luttes et actions de justice sociale. S'il paraît facile aujourd'hui de voir les racines et les fruits de ce système raciste aux USA, pour beaucoup de belges et français-es il semble aussi facile de fermer les yeux sur leur propre histoire. Les sociétés belge et française sont tout autant imprégnées du système raciste et colonial, avec pour la France des territoires toujours colonisés (ex. Caraïbe, Guyane, Polynésie française, etc.).

⁹**Racisé·e** : Une personne « racisée » est une personne qui subit le processus de racialisation de manière péjorative, et vit du racisme systémique. Perçue comme « inférieure, dangereuse, exotisée ou fétichisée », selon des préjugés racistes construits historiquement, aujourd'hui souvent basés sur la couleur de peau ou le phénotype, ou bien une origine supposée souvent placée dans les pays dits des « Suds ».

¹⁰Wikipédia : « La règle de l'unique goutte de sang ((en) *one-drop rule*) était un principe social et juridique de la classification raciale, historiquement très important aux États-Unis - mais que l'on retrouvait ailleurs, notamment en Grande-Bretagne -, affirmant que toute personne ayant même un seul ancêtre d'ascendance africaine sub-saharienne (« une goutte » de sang noir) était considérée comme noire (nègre en termes historiques), son implication de pureté raciale étant que quiconque était incapable de passer pour blanc dans le contexte de la hiérarchie raciale américaine se voyait attribuer le statut inférieur de non-blanc ou de couleur. »

2) Contre l'oppression : des luttes d'émancipation

La difficulté avec l'Histoire est de savoir quelles histoires sont retenues et lesquelles sont en revanche invisibilisées au profit du récit dominant. Pour comprendre d'où vient le terme « *woke* », il est indispensable de souligner l'histoire des noir·es aux États-Unis dans laquelle il est ancré. En effet, les luttes anti-esclavagistes, menées par et pour les personnes esclavagisées ont souvent été masquées, ou bien réduites au nom de quelques personnes non directement concernées, notamment au profit du pouvoir en place majoritairement blanc et masculin¹¹.

Qu'en est-il du mot *woke* aux USA ? Certain·es datent l'apparition de l'utilisation de l'expression « *wide awake* » par les anti-esclavagistes qui s'autodésignaient « bien éveillé·es » aux inégalités du système esclavagiste sous la présidence d'Abraham Lincoln¹². Plus tard, au début du XX^{ème} siècle, l'expression de l'« éveil » est utilisée dans un contexte panafricain, par l'écrivain et activiste jamaïcain Marcus Garvey. Mais alors comment en est-on arrivé à « *woke* » ? Pourquoi ce mot a-t-il un contexte bien particulier qu'il faut rappeler ?

Nous y voici enfin : le terme « *woke* » vient de l'argot afro-étasunien – l'*African American Vernacular English* – signifiant « éveillé·e » ou pouvant aussi être traduit en français par « conscientisé·e ». Comme l'explique Mame-Fatou Niang citée par le sociologue Alex Mahoudeau dans *La Panique Woke* (2022) : « le terme est employé dans un sens social ou politique à partir du XIX^{ème} siècle, contexte dans lequel il désigne l'attitude consistant à ne pas perdre de vue que les problèmes personnels auxquels sont confronté·es les États-unien·nes noir·es ne sont pas uniquement liés à leurs défauts personnels, mais à une situation d'ensemble tournée contre elles et eux. » (p.10). « *Woke* » serait donc une invitation à « sortir l'oppression d'un cadre individuel » comme le propose plus tard la Coordination des femmes noires dans la francophonie¹³.

« Cette expression argotique a cheminé dans le monde africain-américain à partir des années 1960 » explique le spécialiste de l'histoire des USA, Pap Ndiaye au journal Le Monde (2021). Le chercheur, également Ministre de l'éducation nationale française en 2022 rappelle également que Martin Luther King, pendant un discours à l'université Oberlin (Ohio), en juin

¹¹L'ouvrage *Wake* (2022) de Rebecca Hall et Hugo Martinez, est un exemple de cet effort de retracer l'histoire des personnes systématiquement invisibilisées, en soulignant le rôle des femmes noir·es esclavagisées dans les révoltes contre le suprémacisme blanc.

¹²Voir Journal Le Monde (2021) : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/02/08/les-militants-woke-s-inscrivent-dans-une-histoire-longue-de-mobilisation-politique-de-la-jeunesse_6069230_3210.html

¹³Voir la Revue AssiégéEs, « Rendre hommage, non. Poursuivre les luttes ! », Numéro #5 Transmettre (2021)

1965 appelait les jeunes Américain·es à « *rester éveillé·es* » et à « *être une génération engagée* ». S'il n'est pas possible ici de décrire de manière exhaustive toutes les différentes luttes d'émancipation pour les droits des afro-étasunien·nes, nous pouvons mentionner quelques grands noms à la tête de ces mouvements comme Martin Luther King, Rosa Parks, Malcom X, les Black Panthers, Fred Hampton, Angela Davis... On peut retenir qu'avec ces mouvements d'émancipation, des pratiques et théories de lutte ont été créées, données également à voir dans les productions artistiques et culturelles qui circulent mondialement.

Comme l'explique le sociologue Alain Policar (2022), le terme *woke* prend de la notoriété en 2008 avec la sortie du morceau *Master Teacher* d'Erykah Badu, où elle chante *I stay woke*, appelant à la vigilance quant aux oppressions vécues en tant qu'afro-étasunien·nes. En 2012, la star du RnB tweete son soutien au groupe féministe russe, les Pussy Riots « *Truth requires no belief. Stay woke. Watch closely. #FreePussyRiots* »¹⁴ lorsque que celles-ci sont incarcérées. On voit ici que l'expression publiquement utilisée ne recouvre plus seulement les questions antiracistes, mais aussi féministes. En 2016, le documentaire *Stay Woke : The Black Lives Matter Movement*, ancre et démocratise le terme, via le mouvement BLM qui connaîtra une mobilisation planétaire, notamment en 2020 suite à l'assassinat de George Floyd par la police.

¹⁴ Traduction : « La vérité n'a pas besoin de croyance. Reste éveillé·e. Regarde bien. #LibérezLesPussyRiots. » / Dans un contexte où les Pussy Riots sont condamnées pour incitation à la haine envers l'église

3) D'un « *woke* » étasunien à un « wokisme » français

On voit que le sens du terme évolue « en interne », en s'ouvrant à d'autres luttes (féministes et queer par exemple). Comme dans beaucoup de luttes, le terme semble aussi s'enrichir en croisant les savoirs issus des mouvements sociaux et des outils théoriques ou juridiques comme l'**intersectionnalité**¹⁵. D'autres glissements de sens du « *woke* » aux USA se produisent via l'extérieur de la lutte, apportant souvent de la confusion voire de la décrédibilisation par ses détracteur·ices, propageant volontairement des informations erronées¹⁶. Un autre facteur du glissement de sens du terme « *woke* » pourrait être la récupération néolibérale de cette lutte par des entreprises ou productions culturelles, utilisant les codes du mouvement social dans un seul but commercial et capitaliste, aussi appelé « *woke washing* ». C'est dans cette confusion et tension sociale étasunienne que le terme *woke* traverse l'Atlantique vers le début des années 2020, dans une Europe qui ne semble pas prête à traiter les conséquences de son passé colonial¹⁷.

Il semble futile de mentionner encore en 2022 que la colonisation et l'esclavage ont été des crimes contre l'humanité, détruisant des peuples, cultures, environnements et civilisations extra-européennes, mais nous tenons à le rappeler. L'accaparement de terres et de richesses, les déportations, massacres, meurtres, viols, la mise en place de régimes autoritaires qu'a été la colonisation, n'ont jamais été des « bienfaits » pour les sociétés qui les ont vécues, comme peuvent encore le dire certain·es négationnistes. Comme nous pouvons le voir sur la carte ci-dessus, la colonisation belge et française ont eu des proportions très différentes en terme de kilomètres carrés et aussi d'époques, cependant, elles ont toutes les deux mobilisé des systèmes de dominations atroces, conduisant à des crimes contre l'humanité encore impunis et non réparés aujourd'hui.¹⁸

¹⁵A ce propos, il semble que « *woke* » tout comme « intersectionnalité » qui viennent à l'origine de mouvements antiracistes soient récupérés et vidés de leur sens par d'autres mouvements politiques, qui effacent la question raciale du concept. Voir l'article de Bamko : « Le féminisme et la blancheur de l'intersectionnalité » (2021)

¹⁶Voir les faux comptes sur les réseaux sociaux diffusant des *fake news* se faisant passer pour *woke*.

¹⁷A ce propos voir les discours de dirigeant·es politiques ventant encore les « bienfaits de la colonisation », voir : <https://www.levif.be/belgique/les-bienfaits-de-la-colonisation-font-a-nouveau-debat/>

¹⁸Si vous souhaitez approfondir le sujet, le documentaire de Raoul Peck, *Exterminez toutes ces brutes* (2022) est une bonne introduction. Se référer à la bibliographie de cette étude.

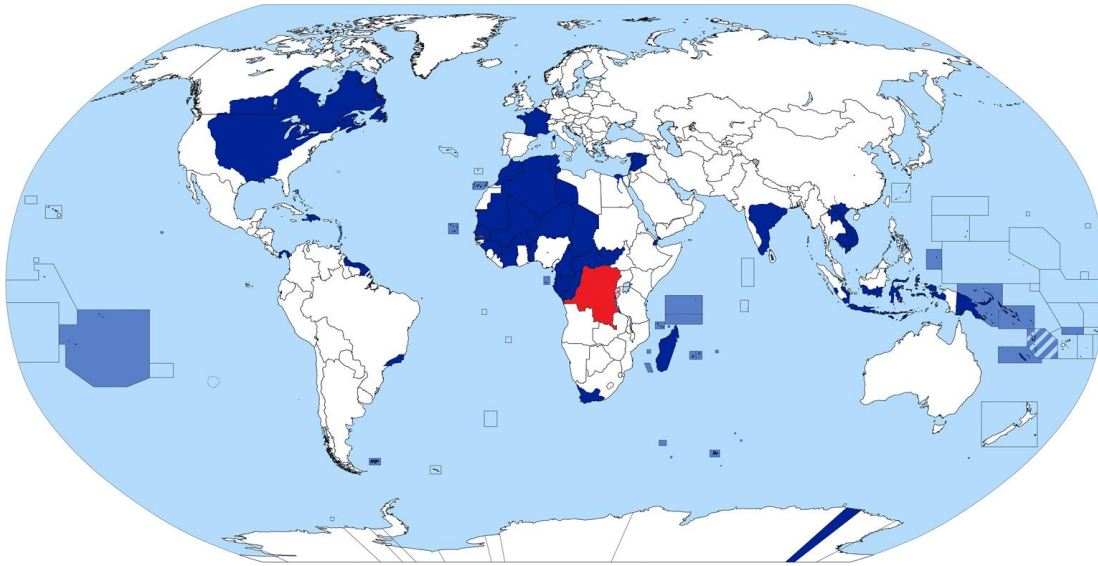


Figure 2: Carte anachronique de Oort Kuipert - Empire colonial français en bleu et belge en rouge

Un des premiers points de ressemblance entre la colonisation belge et française est qu'elles ont toutes les deux été basées et motivées par des idéologies racistes. Ces dernières, issues des discours de la prétendue « rationalité des Lumières européennes », ont permis aux puissances coloniales de se donner la mission d'aller « civiliser » d'autres territoires et piller leurs ressources, humaines ou non. L'Église chrétienne a donc eu un rôle important dans cette funeste entreprise. Le deuxième point de ressemblance entre la Belgique et la France est qu'aujourd'hui, cette histoire coloniale est très mal connue, occultée voire ignorée par les populations locales belges et françaises, comme le montrent les travaux de la chercheuse associative Mireille-Tsheusi Robert (Bepax, 2017).

Enfin, une troisième ressemblance entre la Belgique, la France et les USA est le **continuum colonial**. Le système esclavagiste, la construction de la race, la propagande coloniale et raciste basées sur théories « scientifiques » sont maintenant totalement discréditées et on sait qu'elles ne sont pas « vraies ». Cependant ces systèmes de représentations et d'organisation socio-politique, qui ont eu des impacts terribles dans l'histoire, ont toujours une continuité aujourd'hui. C'est ce que l'on peut désigner par « continuum colonial »¹⁹. Pour expliquer brièvement ce concept, nous avons choisi la citation suivante de Mame-Fatou Niang et Julien Suaudeau :

¹⁹Les travaux d'Elsa Dorlin, Fania Noël, Malcom Ferdinand, Jessica Oublié, Mathieu Rigouste, Rachida Brahim ou encore Karima Lazali illustrent bien le concept de continuum colonial.

« (...) si la colonisation a pris fin dans les structures étatiques, la colonialité n'a disparu ni dans les sociétés, ni dans les mentalités, ni dans les rapports économiques. Non seulement elle perdure, sous des formes plus ou moins furtives, dans les anciennes colonies, mais elle se traduit aussi par des systèmes de domination et de discrimination dans les anciennes puissances coloniales, comme chez nous en France. » (Niang et Suaudeau, 2022:p.19-20)

Pour ce qui est de la Belgique, on peut voir aujourd'hui une forme de propagande « excusant » les atrocités de la colonisation belge au Congo, par le fait que Léopold II ne se soit jamais rendu là-bas et « ne savait pas ce qu'il s'y passait »²⁰. Ceci créant un « confort de l'ignorance » pour les personnes tirant encore des privilèges, richesses et profits de la colonisation. L'on peut voir également que le racisme systémique impacte toujours les personnes racisées en Belgique, comme ailleurs, que ce soit pour l'accès au logement, à la santé, à l'emploi ou aux loisirs²¹.

Comme nous le voyons, il y a donc encore bien des raisons de lutter pour les droits humains de toutes et tous et pour plus d'égalité, car celle-ci n'est pas encore garantie à l'ensemble du vivant. Ces luttes pour plus d'égalité et de justice sociale ne s'exportent pas de l'Amérique de Nord. La plupart naissent dans leurs contextes propres tant en Belgique qu'en France, avec des éléments d'histoires liées, comme nous l'avons vu précédemment. En effet, tant en Belgique qu'en France, des luttes anticoloniales, antiracistes, féministes, LGBTQIA+ ont vu le jour depuis des siècles, car les **systèmes d'oppressions** traversent toutes les sociétés prenant différentes formes selon les contextes. Cependant, si le terme « *woke* » et son néologisme francophone « wokisme » viennent bel et bien d'un contexte états-unien, les luttes Belges et Françaises n'ont pas eu besoin de ce terme pour mener des luttes anticoloniales, antiracistes, et plus généralement pour l'émancipation de toutes et tous²².

²⁰Nous vous conseillons d'assister aux formations en ligne ou balades décoloniales en présentiel réalisées par Bamko absl pour en savoir plus sur la colonisation belge et ses continuums.

²¹En ce qui concerne l'emploi, voir l'étude d'Actiris qui conclue : « Cette étude a démontré le caractère massif et systématique de l'accès inégalitaire à l'emploi sur base de l'origine. La problématique du surchômage et du sous-emploi des populations d'origine non-européenne est plus aigüe en Région bruxelloise, comparativement aux autres grandes villes belges. <https://www.actiris.brussels/fr/citoyens/rechercher-une-analyse/>

²²Pour l'histoire des mouvements antiracistes en France, voir l'article de QG décolonial sur <https://qgdecolonial.fr/2022/10/12/de-lantiracisme-morale-a-lantiracisme-woke-ou-lhistoire-dun-progres-et-dune-regression/>

Si la première partie de cette étude s'est concentrée principalement sur la **négrophobie** et les conséquences de la traite des noir·es transatlantique, et de la colonisation belge au Congo, il est utile de mentionner que les luttes antiracistes s'étendent à toutes les **personnes racisées**. Il nous semble important de rappeler également que les stratégies coloniales en œuvre telles que « diviser pour mieux régner », s'évertuent à mettre dos à dos ou hiérarchiser les différentes communautés pour affaiblir les mouvements antiracistes, féministes et anticapitalistes pour les droits humains. Ces stratégies d'oppression qui imprègnent nos sociétés et les individus sont aussi à combattre en chacun·e de nous. Comme l'explique le psychiatre Frantz Fanon dans *Les Damnés de la Terre* : « il nous faut tuer le colon en nous », si nous voulons réellement détruire les systèmes qui nous oppriment ou en oppriment d'autres. Car comme le dit la poétesse afro-étasunienne Audre Lorde : « personne ne sera libre tant qu'il y aura des personnes opprimées ».

Entre mondialisation et nationalisme, il est difficile de saisir les circuits de diffusion des idées et concepts, les résistances à ces diffusions également. Les phénomènes sociaux sont multiples et complexes, et agissent souvent simultanément. On peut supposer que le terme « *woke* » était déjà utilisé par des mouvements antiracistes minoritaires en contexte francophones qui avaient bien conscience des liens coloniaux et que les luttes étasuniennes pouvaient apporter des outils peu développés en Europe. Dans le cas du « wokisme », le terme est un néologisme qui a été créé par les détracteur·ices de ce qu'ils appellent « l'idéologie *woke* », induisant dès son invention un climat hostile et anxiogène, stigmatisant les mouvements sociaux de luttes pour les droits humains et créant amalgames et diffamation sur des groupes très distincts et non liés entre eux (antiracistes, décoloniaux, féministes, LGBTQIA+). Dans un troisième mouvement, la stratégie de se réapproprier l'insulte « wokiste » par retournement du stigmaté a été opérée, notamment avec la sortie de l'ouvrage *Bienvenue au Wokistan* en 2022 avec la participation entre autres de Rokhaya Diallo ou Alice Coffin. L'ironie comme arme pour tourner en dérision les détracteur·ices d'un supposé mouvement duquel personne ne se reconnaît. Mais alors, qui sont ces détracteur·ices ?

II. L'invention du « wokisme » : panique, liberté d'expression et changements

Il semble que beaucoup en parlent, mais personne ne sait ce que c'est. Encore moins les première·es accusé·es. Pour le dire avec les mots du sociologue Alex Mahoudeau (2022) : « il est difficile d'observer ce phénomène, si tant est qu'il existe, car ses frontières sont changeantes, ses définitions sont variables et contradictoires ». Avec tout le travail médiatique déployé en 2022, peut-être que plus de personnes ont entendu parlé de « wokisme ». En 2021 en France, c'était seulement 14 % des personnes interrogées par l'IFOP qui avaient déjà entendu parler de « la pensée *woke* »²³, sans forcément savoir de quoi il s'agit. Le questionnaire réalisé pour l'étude a montré que très peu de personnes belges avaient entendu parler de l'expression ou que ce débat les impactaient dans leur vie. Mais comment sont réalisés les sondages ? Comment mesurer la prise des idées sur une société avec une médiatisation si récente ? Plutôt que de nous focaliser sur des données qui n'existent pas – l'impact de la « menace wokiste » que prétendent mesurer ou prédire ses détracteur·ices – nous préférons dans cette partie « examiner [*celles et*] ceux qui parlent de « wokisme », la façon dont [*iels*] en parlent, l'histoire dans laquelle [*iels*] s'inscrivent et les conclusions qu' [*iels*] en tirent » (Mahoudeau, p.22).

²³Source : « Notoriété et adhésion aux thèses de la pensée “woke” parmi les Français », sondage Ifop pour L'Express, février 2021, p. 36 (www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/03/117936-Résultats.pdf)

1) Les créateur·ices et détracteur·ices du « wokisme » et la panique morale

Détracteur, détractrice, nom (latin detractor, de detrahere, tirer en bas) : Personne ne qui cherche à déprécier par des critiques ; accusateur (Larousse). Personne qui dénigre outrageusement, en cherchant à rabaisser les mérites, la valeur d'une personne, les avantages ou les qualités d'une chose. (La Langue Française)

Comme vu précédemment, le terme « wokisme » arrive dans le débat belge et français par les personnes qui le critiquent, ses détracteur·ices. Ces dernier·es en France ont accès aux médias²⁴, à la Sorbonne, organisent des colloques via des fonds publics ou des fondations privées, rédigent des études²⁵ sans jamais citer ou inviter les personnes qui détiendraient « l'idéologie woke ». On voit une médiatisation qui ne raconte qu'un pan de l'histoire en l'exagérant, tout en occultant d'autres parties de l'histoire, factuelles, étudiées et mesurées comme les violences policières, la montée de l'extrême droite, les discriminations, etc. C'est ce qu'illustre par exemple l'article étasunien traduit en français en ligne intitulé : « Les 7 péchés mortels de l'idéologie woke »²⁶. On peut voir ici l'aspect diffamatoire : aucun « meurtre » n'a été commis par des personnes se revendiquant de « l'idéologie woke ». C'est le même constat que l'on peut faire avec les diffamations sur les mouvements féministes : bien qu'ils subissent une diabolisation, les féminismes n'ont jamais tué personne, par contre le sexisme tue tous les jours²⁷. Comme l'explique Françoise Vergès, en France, les détracteur·ices de la prétendue « menace wokiste » accusent certaines figures des mouvements pour les droits humains de « déboulonner des statues » alors qu'aucune statue n'a été déboulonnée sur le territoire français²⁸. C'est la stratégie d'inventer ou d'exagérer des faits pour ridiculiser et discréditer les luttes pour l'égalité.

²⁴Le sociologue français Alex Mahoudeau (2022) questionne avec justesse : « Mais pourquoi ce phénomène, réel ou supposé, intéresse-t-il autant une partie du monde social, celle qui a accès aux plateaux de télévision, publie des tribunes régulières dans de grands hebdomadaires, obtient des contrats d'édition dans des maisons plus ou moins prestigieuses, peut organiser des « colloques » et créer des *think tanks* sur le budget du Ministère de l'éducation nationale ? » (p.15).

²⁵C'est le cas de la Fondapol qui se définit comme « un *think tank* libéral, progressiste et européen », qui a produit une étude en deux volumes sur « l'idéologie woke » écrite par Pierre Valentin : « 1. Anatomie du wokisme » et « 2. Face au wokisme » en juillet 2021. Cette étude mobilise bien des figures de styles, sophismes, déformations de l'information et ne cite aucune des personnes qui seraient les tenantes de la « pensée woke ».

²⁶2021 article traduit : Les 7 péchés mortels de l'idéologie woke : <https://www.dreuz.info/2021/01/les-sept-peches-mortels-de-lideologie-woke-236035.html>

²⁷A la différence de la France, la Belgique ne reconnaît pas encore juridiquement les féminicides en 2022. Pour plus d'information sur les féminicides : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/01/17/decompte-des-feminicides-comment-nos-voisins-europeens-ont-ils_6109770_4355770.html

²⁸Intervention de F. Vergès lors d'une formation Bamko en ligne en 2022

Mais qui peut être contre le fait d'être « woke », c'est-à-dire éveillé·e aux questions de justice sociale, notamment antiracistes et féministes ? En France, le débat a été très médiatisé et notamment investi par l'ancien ministre de l'éducation nationale français Jean-Michel Blanquer, car selon lui cette « idéologie » pourrait menacer la République une et indivisible, en promouvant les « séparatismes ». Pour la France voici quelques exemples d'événements organisés avec les fonds publics, sans intervention d'expert·es universitaires sur le sujet.

- *Contexte précédent : en 2017, Polémique en France autour de l'écriture inclusive, interdite par le ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer, et qualifiée de « péril mortel » par l'Académie Française²⁹. Celle-ci est interdite non pas par soucis des personnes dyslexiques, mais bien pour ne pas faire de « polémiques inutiles » autour de « l'égalité homme-femme ».*
- *Janvier 2021 : un « Observatoire des décolonialismes »³⁰ est lancé rallié par 76 universitaires*
- *Octobre 2021 : J-M Blanquer³¹ lance un Observatoire républicain contre la culture woke et la cancel culture*
- *Janvier 2022 : Le colloque de la Sorbonne organisé par J-M Blanquer³²*
- *Février 2022 : Débat organisé par le Sénat sur les « menaces wokistes à l'Université »*

Sans même être au courant des tenants et aboutissants de la « menace wokiste », le public est déjà plongé dans un climat d'angoisse, et est forcé de se positionner « pour » ou « contre » au risque d'être stigmatisé, sans pouvoir entendre une parole contradictoire, ni savoir de qui exactement l'on parle puisque personne n'est jamais clairement cité, et les propos déformés. Qu'en est-il en Belgique ? Le débat sur le « wokisme » semble beaucoup moins investi par les médias et institutions. Les questionnements et les systèmes politiques diffèrent : la Belgique étant une monarchie constitutionnelle fédérale à régime parlementaire. Pourtant, des mécanismes similaires persistent quant à la décrédibilisation des mouvements antiracistes et féministes.

Comme le montrent de nombreux·ses chercheur·euses belges et français·es comme Renaud Maes, Mame-Fatou Niang, Alex Mahoudeau ou encore Mireille-Tsheusi Robert, nous avons affaire à un débat ancien qui réémerge après plusieurs transformations, mais dans lequel

²⁹Pour plus d'informations :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Controverse_autour_de_l%27%C3%A9criture_inclusive_en_France

³⁰Voir leur site pour plus d'information https://decolonialisme.fr/?page_id=1000

³¹Jean-Michel Blanquer a été Ministre de l'éducation nationale en France du 17 mai 2017 au 20 mai 2022, ensuite remplacé par Pap N'Diaye

³²Voir l'article du Nouvel OBS. « Colloque « anti-woke » à la Sorbonne : on vous dit tout sur la polémique et les enjeux » (2022)

« les positions, les accusations comme les arguments sont, en réalité, très stables à travers le temps. » (Mahoudeau p.61). On ne peut pas tout simplifier sans avoir compris la complexité des enjeux historiques, sociologiques et économiques de certains sujets. Créer la confusion des informations, pour instaurer un clivage binaire où l'on veut nous obliger à choisir un camp : « diviser pour mieux régner », cette stratégie n'est pas nouvelle. C'est la création de « paniques morales » servant les « guerres culturelles » qui mobilisent des électeurs conservateurs et d'extrême droite, comme l'explique Mahoudeau dans son travail sociologique. On peut résumer les principes et mécanismes des « **paniques morales** » par : inquiétude collective, hostilité, volatilité, exagération/disproportion.

« Théorisé par plusieurs sociologues, le terme « panique morale » désigne la façon dont émergent, notamment via des médias de masse, des épisodes d'inquiétude collective détachée de la réalité de la menace en question, accompagnés de la diabolisation d'un groupe identifié comme hostile. » (p.21)

Ce groupe « wokiste » est un amalgame de personnes ou mouvements qui ne sont pas liés entre eux, souvent aussi désignés par ses détracteur·ices comme « islamogauchistes », « décolonialistes », « indigénistes », « transactivistes ». Y sont souvent accolés des concepts scientifiques déformés pour être stigmatisés comme « intersectionnalisme » ou encore « théorie du genre ». Nous ne nous attarderons pas sur ces déformations mensongères car comme le dit la journaliste Rokhaya Diallo : « Pour déconstruire un mensonge grossier énoncé en quelques secondes, il faut mobiliser beaucoup de temps, de pédagogie et de ressources intellectuelles » (Rokhaya Diallo, *Bienvenue au Wokistan*, 2022). A titre d'exemple, la journaliste est régulièrement diffamée, insultée publiquement, et qualifiée des termes précédemment cités, alors qu'elle est reconnue internationalement comme travaillant pour la justice, l'égalité et la paix³³. Sa parole et celle de beaucoup d'autres semblent en déranger certain·es qui justement craignent que leur « liberté d'expression » soit menacée par la « *cancel culture* » des « wokistes ».

³³Le 21 janvier 2012, Rokhaya Diallo reçoit le prix de la Lutte contre le racisme et la discrimination, décerné par l'ONG internationale COJEP (Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix)

2) Liberté d'expression et *cancel culture* : deux arbres qui cachent la forêt ?

« Si elle se représente toujours comme une inquiétude concernant une dérive spécifique, la panique morale n'a pour autant pas besoin d'être cohérente à travers le temps » Alex Mahoudeau (2022)

L'on peut voir que le souci de cohérence est largement mis de côté dans la médiatisation du « wokisme ». En effet, les prétendu-es « wokistes » sont tantôt qualifié-es de « *little snow flakes* », des petits flocons de neige³⁴, fragiles et trop sensibles psychologiquement³⁵, « pas prêt-es pour le monde réel », et iels sont tantôt vu-es comme une menace totalitaire, terroristes, « déboulonneur-euses de statues », « féminazis » ou « djihadistes ». Comme le montre Mahoudeau : « Les « *wokes* » sont très parlé-es mais parlent peu : les livres les décortiquant les citent peu, et leurs auteur-es ne mènent généralement pas d'entretiens avec ceux et celles censées y adhérer. Il s'agit de tableau à charge plus que d'analyse » (p.76). Ces catégorisations, généralisées à une génération entière par celles et ceux qui les utilisent, semblent d'autant plus dénuées de sens qu'elles ne se basent sur aucun fait scientifique, ni étude statistique. Il est déconcertant de voir les détracteur-ices du « wokisme » vouloir défendre à tout prix les valeurs de la rationalité et de la scientificité des Lumières, tout en ayant des arguments aussi peu cohérents et qui ne sont jamais basés sur des études factuelles, chiffrées, historicisées, ni sur les textes ou dires des personnes qu'iels combattent.

La « liberté d'expression » a été mise au cœur de la polémique « *woke* » par ses détracteur-ices, pointant du doigt les pratiques de « *cancel culture* ». Traduite en français comme « culture de l'effacement » ou de « annulation », la *cancel culture* est un terme venant encore une fois des États-Unis. Cette fois-ci, pas de problème pour importer un terme étasunien quand il s'agit de dénigrer des mouvements pour les droits humains. Selon Wikipédia, la *cancel culture* est une « *pratique apparue aux États-Unis consistant à dénoncer publiquement, en vue de leur ostracisation, des individus, groupes ou institutions responsables d'actes, de comportements ou de propos perçus comme inadmissibles* ». Les « propos inadmissibles » sont souvent des propos oppressifs, portant atteinte à la dignité humaine et interdits par la loi. Cette pratique serait une forme de censure et d'atteinte à la liberté d'expression, selon les détracteur-ices du « wokisme ». Si l'on s'attache aux faits, comme le montre le sociologue

³⁴Pour reprendre l'expression de Brice Couturier dans son ouvrage *Ok Millenials*

³⁵Voir l'étude de Paul Valentin de la Fondapol (2021)

canadien Francis Dupuis-Déri³⁶, les « cas de *cancel culture* » sont très minoritaires³⁷ et ne menacent en rien l'expression de propos racistes, sexistes ou discriminants en général qui sont tenus allègrement sur les plateaux télévisés. En revanche, le chercheur montre qu'il existe des discriminations à l'embauche ou des licenciements de professeur·es enseignant des concepts comme l'intersectionnalité au Canada et aux États-Unis.

En France, cette situation est similaire avec la création de l'Observatoire du décolonialisme soutenu par la Ministre de l'enseignement supérieur³⁸. En Belgique, l'analyse de Renaud Maes, docteur en sciences sociales et politiques à l'ULB nous montre que « ce qui empêche ces personnes de s'exprimer c'est le cyberharcèlement ou harcèlement : "La liberté d'expression est tout autant menacée à cause de l'extrême droite. Les mouvements identitaires de droite sont beaucoup plus importants en Europe aujourd'hui en nombre de personnes et en visibilité dans les parlements". Il prend l'exemple des militants d'extrême droite français : "Il y a une habitude de harcèlement jusqu'à ce que les personnes se taisent et personne ne va suspecter que ce soit de la *cancel culture* alors que c'est une forme plus puissante encore en nombre de personnes et en violence des propos". »³⁹

L'une des confusions sur lesquelles jouent les détracteur·ices du « wokisme » est la volonté de vouloir effacer l'histoire (notamment lors du déboulonnement des statues) et de tuer la liberté d'expression. L'anthropologue belge Jacinthe Mazocchetti explique que pour les luttes décoloniales et féministes, « le but n'est pas d'annuler mais d'être conscient·es de ce qu'on est en train de faire et remettre les gens dans leur époque ». Point de vue également soutenu par Mireille-Tsheusi Robert, chercheuse et formatrice pour les droits humains : « *On n'est pas toujours pour la cancel culture, on ne pense pas qu'il faut nécessairement censurer une œuvre raciste. Dans certains cas cela nécessite une analyse, il y a d'autres moyens de travailler à un processus décolonial(...). Ce sont des mouvements complexes qui ont plusieurs courants, on n'est pas obligé d'effacer l'histoire et de censurer ou bloquer toute liberté d'expression, mais il y a un devoir d'analyse pour essayer de comprendre la trajectoire du racisme. Comment la culture sert de support pour la transmission du racisme ? Ce n'est pas parce que l'on analyse*

³⁶Voir le Ted Talk : « L'université est-elle vraiment menacée par les wokes? »

https://www.ted.com/talks/francis_dupuis_der_i_universite_est_elle_vraiment_menacee_par_les_wokes

³⁷C'est également le point de vue du docteur en sociologie belge Renaud Maes :

<https://www.rtbef.be/article/la-culture-woke-ce-mouvement-militant-qui-inonde-les-reseaux-sociaux-10727235>

³⁸Voir l'Appel de l'Observatoire à Frédérique Vidal : <https://decolonialisme.fr/?p=6430>

³⁹Voir l'article de RTBF précédemment cité (noté 36)

*ces questions que l'on censure mais certaines personnes n'ont pas envie qu'on fasse cette analyse. ».*⁴⁰

L'un des problèmes majeurs du débat autour de la liberté d'expression – sans remettre en cause ce principe fondamental – est qu'il masque tous les autres enjeux, notamment ceux des rapports de pouvoir, des inégalités sociales et de la question des vies humaines en jeu. En effet, en se concentrant sur les questions de représentation, d'expression et de médiatisation seulement, bien qu'elles soient aussi importantes, l'on perd du temps et de l'énergie à ne pas traiter des enjeux majeurs d'accès à l'emploi, à la santé, au logement par exemple qui affectent principalement les personnes subissant le racisme systémique. Comme le montre Houria Bouteldja (2022) : *« l'opposition à la « cancel culture » est désormais un mot d'ordre de ralliement de toute l'extrême droite européenne et aux États-Unis. »*. On peut remarquer cette pratique commune des détracteur·ices du « wokisme » de parler d'un grand nombre de sujets qui ne les concernent pas directement et n'affectent pas non plus leurs conditions de vie⁴¹. Alors que ces sujets ont un impact important sur d'autres personnes, comme nous le verrons dans la partie III. Mais qu'en est-il quand on s'intéresse au point de vue des personnes concernées ? Assiste-t-on à un changement de modèle qui laisse plus de place à l'expression des minorités et dérange celles et ceux qui avaient le privilège de la liberté d'expression ?

⁴⁰Voir l'article de RTBF cité note 36

⁴¹Comme c'est le cas notamment avec les débats sur le port du hijab, de la burqa ou du burkini, jamais aucune première concernée n'est invitée à donner son point de vue.

3) Assiste-t-on à un changement de paradigme ?

« Quand un système d’appréhension du monde qui se présente comme suprêmement rationnel aboutit à détruire le milieu vital de l’humanité, on peut être amené à remettre en question ce qu’on avait pris pour habitude de ranger dans les catégories du rationnel et de l’irrationnel. »

Mona Chollet, *Sorcières* (2019, p.30)

Un paradigme est une représentation ou vision du monde, basée sur un ou des courants de pensées, donc un point de vue étendu collectivement à une ou plusieurs sociétés. Cette étude ne peut dire clairement si nous assistons à un changement de vision du monde global, car cette question nécessite un travail de terrain approfondi et à grande échelle géographique et temporelle. Et qu’il est impossible de statuer sur un changement en cours sans prise de recul, sachant que les sociétés sont toujours changeantes et dynamiques. Cependant l’on peut voir que la « panique *woke* » s’inscrit dans des continuités, des nouveautés et des ruptures par rapport à un ordre établi précédemment. On peut souligner quelques faits marquants du contexte global des 20 dernières années comme la croissante mondialisation, l’avènement d’internet et des réseaux sociaux numériques, les changements climatiques et les crises écologiques et sociales dus notamment au système capitaliste industriel basé sur l’exploitation de pays des Suds par les Nords. Pour certain·es, un besoin de cohérence, de justice sociale et écologique émerge avec un sentiment d’urgence et d’empathie, alors qu’il était au travail déjà à plein d’endroits mais invisibilisé. Pour d’autres, le maintien de la puissance des pays du Nord, l’éloge de la rationalité des Lumières, d’un universalisme abstrait, du capitalisme, du sexisme, de la colonisation et de la suprématie blanche semble être un tank meurtrier auquel s’agripper pendant la tempête. Quitte à exclure et créer toujours plus d’inégalités.

L’on peut voir un premier changement permis notamment par internet, qui est la diffusion de pratiques et concepts qui permettent de penser et d’agir sur les inégalités sociales et écologiques. L’intersectionnalité, par exemple, permet de voir l’interconnexion et l’imbrication des systèmes d’oppressions qui impactent les individus, mais aussi plus largement la planète. Les connaissances historiques notamment sur les systèmes coloniaux, racistes et sexistes sont également diffusées, et permettent une conscientisation plus grande. Des existences et vécus qui avaient été auparavant niés et rendus invisibles, sont maintenant exprimés au grand jour. C’est ce que nous voyons avec le mouvement *#MeToo* initié par

l'activiste Tarana Burke : l'idée que la honte doit changer de camp et que le tabou doit s'arrêter car il sert aux oppresseur·euses, est massivement répandue.

La plupart des sociétés sont basées sur un système inégalitaire. Donc remettre en cause ces fondements inégalitaires remet en cause les fondements de la société. C'est pourquoi la culture du tabou est importante pour celles et ceux qui veulent maintenir ce système inégalitaire. Que ce soit pour les violences sexistes et sexuelles ou le continuum colonial raciste, la culture du tabou et de l'invisibilisation est à l'œuvre. Comme le montre la professeure Sara Ahmed⁴², « lorsque nous parlons d'un problème, nous devenons le problème » pour celles et ceux qui ne veulent pas résoudre ce problème. Les chercheur·es Mame-Fatou Niang et Julien Suaudeau (2022) montrent à propos de l'histoire coloniale en France, que les arguments en faveur de cette culture du tabou ne tiennent pas la route : « *Refouler l'histoire de cette violence, au motif que sa connaissance nous diviserait, prétendre que l'égalité devant la loi des citoyens qui en sont issus en solde le passif, c'est le meilleur moyen d'abîmer l'avenir et de mettre en danger la République* ». Pour avoir des relations saines, que ce soit au niveau interindividuel ou d'une société, il faut parler des blessures et traumatismes collectifs du passé pour pouvoir les guérir et être uni·es.

Nous ne nous aventurerons pas à faire un « portrait-robot » stéréotypé des personnes qui souhaitent garder le tabou colonial et sexiste. A la différence des détracteur·ices du « wokisme » qui aiment à généraliser toute une génération ou amalgamer des groupes⁴³. Une analyse fine et complexe demande un temps long et des compétences scientifiques, ce que la plupart des détracteur·ices ne semblent pas mobiliser, peu importe la diversité de leurs profils. La dynamique générale que nous pouvons néanmoins observer est que la diabolisation du « wokisme » sert à maintenir un système inégalitaire qui bénéficie à certain·es et pas à d'autres. Nous arrivons ici à la question des **privilèges**. L'association française Lallab explique très bien le concept qui a tendance à faire peur et braquer les gens : « *Le mot privilège est souvent associé à la richesse, alors que le concept tel qu'employé ici est beaucoup plus large. Un privilège, c'est un pouvoir ou une immunité particulière que l'on détient sans avoir fait d'effort pour l'obtenir, et qui nous facilite la vie sans qu'on en ait nécessairement conscience, et sans qu'on l'ait demandé. Ce n'est ni bien ni mal en soi, mais c'est important d'en avoir conscience.* » En effet, avoir conscience que nous ne sommes pas tous·tes égaux et égales et qu'il y a encore du

⁴²Citée dans l'ouvrage de Guilaine Kinouani, *La vie en Noir*, p. 99.

⁴³Voir à ce propos les discours psychologisants, généralisés et diffamants de Brice Couturier dans son ouvrage *OK Millenials* ou dans l'étude de Pierre Valentin de la Fondapol (2021).

chemin pour que les droits humains s'appliquent à toutes et tous, c'est primordial. L'organisation belge Bepax avec son étude sur le « confort de l'ignorance » montre encore une fois que peu de personnes – même au sein d'organisations pour les droits humains – sont prêtes à ouvrir les yeux sur leurs privilèges pour changer un système inégalitaire.

Un autre « changement » que l'on peut voir dans certains mouvements, est l'importance de la place des première·s concerné·es par un problème social. Le point de vue dominant se voit être décentré au profit des savoirs de l'expérience vécue de celles et ceux qui vivent les oppressions et discriminations. En reprenant l'exemple de la *cancel culture* : l'enjeu pour les militant·es n'est pas de supprimer, mais de ne plus donner une place centrale de vainqueurs à des personnes qui ont été complices et auteurs de massacres humains. Certain·es comme Mame-Fatou Niang et Julien Suaudeau proposent de donner une place à l'histoire dans un musée, sans qu'elle heurte les victimes et descendant·es de cette histoire dans l'espace public par exemple. Entre devoir de mémoire et droit à l'oubli, il est temps de faire preuve d'écoute et d'empathie quand un problème social est signalé depuis si longtemps par des personnes concernées⁴⁴. L'heure d'arrêter de confondre humour et humiliation est également de mise⁴⁵.

⁴⁴Voir les propos de Rokhaya Diallo dans le film documentaire suisse de Temps Présent « Peut-on encore rire de tout ? » : https://www.youtube.com/watch?v=AZhPr6YTgnI&feature=youtu.be&ab_channel=TempsPr%C3%A9sent

⁴⁵A ce propos voir le travail d'Adilson Moreira (2020) sur *Le racisme récréatif*, un concept fondamental pour le droit à la dignité des minorités.

III. Les impacts matériels et pistes de sorties de la « panique woke »

« Il est tentant de rejeter l'importance de la panique woke, ou de toute autre panique morale, au nom de sa volatilité. Pourtant les effets des paniques morales leur survivent. Tout d'abord, si le « wokisme » comme l'islamo-gauchisme avant lui, a été l'occasion d'une diabolisation de nombreuses personnes et mobilisations, la sociologue Nacira Guénif rappelle avec justesse que cette diabolisation n'est que l'extension d'un processus déjà larvé par le passé : 'Le problème avec les inquisiteurs c'est que tôt ou tard, ils dépassent les bornes.' »

Alex Mahoudeau, 2022, p. 133

1) Les impacts institutionnels

« (...) même si le terme « wokisme » venait à disparaître, les mesures mises en place pour combattre ce phénomène auront été inscrites dans des politiques publiques, des habitudes, et dans le champ des possibles médiatiques, créant des précédents. » (ibid : 134).

Nous l'avons vu précédemment, les paniques morales sont tenaces et impactent négativement la vie des personnes visées et stéréotypées. Ici, il se trouve que les personnes impactées par la panique morale sont déjà victimes de discriminations via des systèmes d'oppression⁴⁶. Autrefois « pays des droits de l'Homme », la France semble avoir retourné sa veste, tout comme la Belgique où la droite xénophobe et l'extrême droite fleurissent. Au niveau institutionnel en France, nous pouvons voir en 2022 l'entrée en vigueur de la Loi sur le séparatisme touchant les associations. A titre d'exemple avant cette loi en 2020, l'État français a dissout le CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France) qui proposait de l'accompagnement juridique et psychologique aux victimes. Sous-couvert de « menace à l'universalisme », de « communautarisme » et maintenant de « séparatisme ». En 2021, le Sénat français interdit les réunions non-mixtes, « sur la base de la race, de la couleur de peau, de l'origine nationale ou de la religion. Cette liste est limitative : sont explicitement autorisés les « groupes de parole de femmes ou d'homosexuels » »⁴⁷. Difficile ici de ne pas voir l'inégalité de traitement quant aux discriminations racistes. Comme le disent Mame-Fatou Niang et Julien Suaudeau : « *La raison pseudo-universaliste n'est autre que la raison coloniale : elle n'est pas l'universalisme comme projet pour l'humanité, mais une idéologie au service de la supériorité européenne. Le nier, l'occulter ou l'oublier, c'est entretenir une mise en scène qui pérennise la*

⁴⁶ Voir par exemple <https://www.bepax.org/publications/racisme-emploi.html>

⁴⁷ Voir <https://www.politis.fr/articles/2021/06/de-quelle-non-mixite-parlons-nous-43333/>

colonialité dans le monde postcolonial. C'est présenter « l'atroce agonie du colonialisme » (Sartre) en boussole pour l'avenir. » (p.18)

Nous pouvons voir des stratégies politiques différentes entre Belgique et France. Il semble que les pouvoirs publics français aient choisi une méthode de décrédibilisation et de négation des questions antiracistes. A la différence de la Belgique où il semble y avoir des groupes de travail et des financements publics importants : l'exemple de l'usage institutionnel du terme « décoloniser » est assez marquant⁴⁸. Cependant, ces initiatives qui semblent ouvrir un dialogue restent très centrées sur les questions de représentations culturelles et symboliques, et faire abstraction totale de la mise en place de mesures pour l'égalité à l'accès à la santé, à l'emploi, au logement, etc. L'on peut se demander si cette récupération institutionnelle du terme « décoloniser », ne va pas l'affaiblir et le vider de son sens premier⁴⁹. C'est également l'analyse que partage le Collectif Susu : « *Les traitements des questions liées aux discriminations se veulent surtout d'ordre symbolique, on multiplie les commissions, les groupes de travail, les coalitions (associatif/public) pour évaluer, l'ampleur des discriminations, leurs conséquences etc. Les résultats sont souvent insatisfaisants au regard de l'impact que le racisme a sur la vie quotidienne des personnes qui le subissent mais ces groupes de travail semblent se féliciter des avancées qu'ils font (un déboulonnage, une restitution d'un masque, de reste humain, un rapport, une reconnaissance des violences coloniales etc...)* ».

⁴⁸<https://www.mediapart.fr/journal/international/101218/la-belgique-decolonise-tout-petits-pas-son-grand-musee-de-l-afrique>

⁴⁹Voir l'ouvrage *La décolonisation n'est pas une métaphore* d'Eve Tuck et K. Wayne Yang (2022)

2) Les impacts collectifs et individuels

« *Les États suprémacistes ont toujours usé de stratégies de dépolitisation et de glissement de sens contre nos concepts. On essaie d'ignorer ce genre de propagande qui tend à monopoliser les agendas politiques de nombre de militant-es au détriment des priorités réelles qui concernent nos communautés telles que l'accès au logement, au soin, à l'emploi etc.* » Collectif Susu, collectif militant afroféministe, panafro-révolutionnaire et anticapitaliste, basé à Bruxelles

Si les avancées symboliques sont quand même importantes, elles peuvent aussi servir de « poudre aux yeux » pour ne pas amorcer un réel travail pour les droits humains individuels et collectifs. Quand à la fin 2022, le Premier Ministre des Pays-Bas présente des excuses pour les 250 ans d'esclavage, c'est un grand pas symbolique. Mais il n'est ni question de réparation économique et ni politique, et les groupes descendants de ce crime contre l'humanité ne sont presque pas concertés alors qu'ils luttent depuis des années⁵⁰. Il y a un fossé énorme entre les objectifs de l'ONU pour la décennie des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) et la mise en place de mesures concrètes par les pays membres⁵¹. Réparer ou rembourser les dommages causés par des siècles d'esclavage et de colonisation ne semble pas à l'ordre du jour pour l'Europe, dont certains pays continuent de prélever des dettes aux pays ex-colonisés et exploiter leur ressources et populations.

Parmi les résultats de l'enquête que nous avons diffusée sur le « phénomène wokiste », une majorité de personnes témoignaient ne pas vivre d'impact particuliers à cause de ce débat. Une minorité non négligeable tout de même mentionnait être affectée : soit par des remarques déplacées ou stigmatisantes dans le milieu professionnel et privé, soit via le fait de voir sa santé mentale impactée en entendant tant d'acharnement médiatique contre les « wokistes ». Les efforts et moyens financiers mis dans la médiatisation de la « panique woke » augmentent la négation de problèmes sociaux et du vécu d'un nombre conséquent de personnes. Nier l'expérience vécue des individus a un impact délétère sur leur santé psychique⁵² et augmente les risques de santé globale, sachant que leur accès à la santé est déjà inégalitaire. « Combien

⁵⁰Voir la vidéo de Yékrik :

https://www.instagram.com/reel/CmZ_CXktOcj/?utm_source=ig_web_copy_link

⁵¹Voir ONU : <https://www.un.org/fr/observances/decade-people-african-descent>

⁵²A ce propos on peut voir les travaux de K. Lazali sur le trauma colonial, ou celui de M. DasyIva *Survivre au taff*

d'entre nous se sont mis à douter de leur propre réalité à force de la voir niée dans des situations de racisme ? », demande la psychologue Guilaine Kinouani dans *La vie en noir*. Son travail, comme celui du compte belge *Sans blanc de rien*, montrent les mécanismes de *gaslighting* et de négation de systèmes d'oppression pourtant bien opérants. Les décisions institutionnelles impactent les individus et collectifs comme nous avons pu le voir. Pourtant, si l'OMS reconnaît « les répercussions sur la santé, du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance »⁵³, les détracteur·ices du « wokisme » s'évertuent à les nier.

3) Les pistes de sorties : alternatives, éducation, rapports de pouvoir

Alternatives de pensées et d'action

Les alternatives ou « autres possibles » sont nécessaires si l'on veut un monde plus juste, égalitaire. Une éducation sans alternatives ne fera que maintenir les systèmes d'inégalités en place. Elles peuvent se construire en se réappropriant des mots qui ont été accaparés par une élite. C'est ce que montrent Niang et Suaudeau (2022) avec le terme d'universalisme. « *Pourquoi ceux qui se pensent et se disent universalistes sont-ils convaincus qu'il n'en existe qu'une seule forme – celle qu'ils professent ? (...) Repenser l'universalisme classique, ce n'est pas réveiller le démon du particularisme, de la pureté biologique et des passions fascistes. (...) C'est, tout au contraire, chercher le chemin d'un humanisme à la mesure du monde.* ». Les chercheur·es proposent ici une piste de sortie d'un récit dominant d'une minorité seulement.

Les alternatives se construisent aussi avec la création d'imaginaires. Si on ne sait pas quel monde nous voulons, vers quel idéal nous voulons aller, la lutte semble alors inutile. Comme le montre le Collectif Mwasi dans le podcast *La couleur de l'art #4* : « *L'art donne beaucoup d'idées pour changer le système actuel et pour imaginer ensemble de nouveaux futurs qui peuvent amener à des actions politiques.* » (3:36). Les imaginaires et récits de fiction sont aussi nécessaires pour sortir la tête des oppressions que l'on vit, les transformer en soi et s'offrir des temps de répit. L'exemple de la littérature avec les romans de l'afro-étasunienne Octavia Butler, ou plus récemment l'afropéenne Laura Nsafou avec *Nos jours brûlés*, permet aussi de

⁵³Voir

https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/68364/WHO_SDE_HDE_HHR_01.2_fre.pdf?sequence=1

souligner des vécus minoritaires à des endroits où on ne les attend pas forcément. Penser des idéaux pour les mettre concrètement en pratique, sans que ceux-ci soient dénigrés, ridiculisés ou qualifiés d'utopistes, c'est s'autoriser à s'émanciper. Et il faut ensuite transmettre ces possibles.

Éducation et pédagogies émancipatrices

« Personne ne s'éduque seul-e, personne n'éduque personne. Les êtres humains s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde.

Personne ne se libère seul-e, personne ne libère personne. Les êtres humains se libèrent ensemble par l'intermédiaire du monde. »

Paulo Freire, *La pédagogie de l'opprimé-e*



Figure 3: Comment enseigner l'histoire des noir-es

Lutter pour une meilleure information et contre le négationnisme colonial peut passer par l'éducation. Connaître l'Histoire sur un temps long permet de ne pas tomber dans les pièges de la désinformation qui joue sur la mémoire courte de son auditoire, manipulant et déformant ainsi l'histoire. Si pour le moment l'éducation officielle nationale semble pêcher tant en Belgique qu'en France pour éclairer le passé de manière juste, l'on peut se tourner vers des éducations alternatives comme l'éducation permanente ou l'éducation populaire. C'est le cas par exemple de Bamko en Belgique qui donne accès à cette information, donnant les outils des sciences sociales à toutes et tous. Connaître sa propre histoire, c'est aussi redonner de la dignité

à des histoires invisibilisées, tuées ou oubliées. C'est retrouver son humanité. (*voir par exemple le dessin ci-dessus*).

Les éducations alternatives permettent, quand elles sont dirigées dans ce sens, de sortir du piège de la culpabilité ou de la honte pour aller vers la responsabilité. En effet, la prise de conscience est souvent difficile et douloureuse quand il s'agit de remettre en question des systèmes d'oppressions qui nous traversent et/ou nous impactent. Comme l'explique la chercheuse Mame-Fatou Niang, il nous faut évacuer la question « morale » du racisme : la question n'est pas *d'être* raciste, mais *d'avoir* du racisme en nous, car nous sommes tous·tes traversé·es par les rapports sociaux, et héritons de l'histoire et la culture, que nous le voulions ou non. Reconnaître que l'on a intériorisé du racisme malgré nous est un premier pas pour lutter contre ce système d'oppression. Et cela peut être adapté pour tous les systèmes d'oppressions (sexistes, validistes, classistes, etc.). Cependant, de l'éducation ou du contenu pédagogique pensé sans volonté politique d'émancipation collective n'aboutit qu'à reproduire les systèmes de domination. C'est pour cela qu'il faut une pédagogie qui reconnaisse les rapports de pouvoir.

Rapports de pouvoir et justice sociale

« Personne dans le monde, personne dans l'histoire n'a jamais obtenu sa liberté en faisant appel au sens moral de ceux qui les oppressent. »

Assata Shakur

Mais comment faire si l'éducation existe, les alternatives politiques ou artistiques sont déjà proposées depuis longtemps, et que rien ne bouge ? L'éducation a ses limites : avec l'émergence d'un militantisme 2.0, on voit une pédagogie anti-oppressions se développer sur les réseaux. Cependant, comme l'explique le Collectif Susu en Belgique : *« si on voit émerger nombre de pages et d'asbl, beaucoup ont pour objectif de proposer du contenu éducatif à destination du groupe majoritaire, déconnecté des réalités de la majorité des personnes noires en Belgique. Nous distinguons dans notre conception les militants : qui s'organisent avec une ou plusieurs communautés et visent à construire des outils de résistance et des mécanismes collectifs, face à la violence d'état. Et les entrepreneurs de la diversité, qui capitalisent sur leur identité pour leur bénéfice personnel ou celui de l'état. Leur contenu ne contient souvent pas de schéma de sortie collectif de la violence. Pour nous, internet est un outil et nous pensons que ceux qui s'organisaient déjà l'ont intégré comme une carte supplémentaire, et d'autres ont développé leur modèle économique en récupérant les codes et le vocabulaire de nos luttes pour leur objectif personnel. Et on ne conçoit pas comment une lutte aux enjeux systémiques peut se construire autour d'individus opérant de façon isolée. »*

Il y a donc un besoin de construire du collectif par et pour les personnes concernées, prenant en compte les rapports de pouvoir et d'inégalités, ainsi qu'en se protégeant des récupérations capitalistes. Sans opposer les stratégies, on peut voir leurs potentielles complémentarités. Encore faut-il avoir le droit de se réunir. Quand les institutions ne suivent pas, il est nécessaire de s'organiser collectivement et pas seulement virtuellement.

Conclusion

La panique *woke* cherche à créer la confusion, faire perdre du temps et de l'énergie. Détourner l'attention de problèmes matériels concrets et du travail qu'il y a à faire pour plus d'égalité et de justice sociale. Outre les supposées menaces à l'universalisme pour certain·es, d'autres critiques émanent de la gauche, voire de certains mouvements antiracistes. Elles reprochent au « *woke* » de n'être qu'un « faux antiracisme », se basant uniquement sur des questions d'usage du « bon vocabulaire », de représentation et de médiatisation. Au-delà de savoir qui est « LE » vrai/bon antiracisme, on peut voir que ce militantisme 2.0 rallie et mobilise beaucoup, comme le montre l'internationalisation massive du mouvement *Black Live Matters* (BLM), et démocratise des positions politiques longtemps invisibilisées. Si l'usage des réseaux pose de nombreuses questions éthiques et politiques – circulation de *fake news*, influence les électorats, cyberharcèlement, etc. – on peut voir qu'il a également permis de avancées pour des droits humains comme avec le mouvement *#MeToo*⁵⁴.

Si l'on peut sans doute se réjouir de la démocratisation de luttes via les réseaux sociaux, une inquiétude persiste, celle de la récupération capitaliste des luttes⁵⁵. Se concentrer seulement sur les enjeux de représentation symbolique et de discours médiatique, sans travailler les implications politiques et matérielles sur les personnes premières concernées reproduit les mécanismes d'oppression. La médiatisation, l'usage des réseaux sociaux et les enjeux de représentation sont importants, et gagneraient à être pensés en lien avec les luttes pour les droits humains et du vivant à long terme, en reconnaissance des mouvements d'émancipation passés qui ont permis de grandes avancées. Que les critiques du « *woke* » viennent de l'extrême droite jusqu'à la gauche en passant par certains mouvements antiracistes, il est important de prendre en compte les différentes échelles d'émancipation complémentaires et liées : à des niveaux individuels, collectifs et structurels/institutionnels. Ceci n'est pas nouveau, mais il convient de le rappeler, comme avec le travail du psychiatre Frantz Fanon qui a su lier les enjeux politiques et structurels avec la dimension psychologique et individuelle.

⁵⁴Rappelons à juste titre que ce mouvement a été initié par l'afro-féministe Tarana Burke en 2007, et ensuite repris en 2017 autour de l'affaire Weinstein avec une plus grande médiatisation mondiale.

⁵⁵Voir l'ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme* qui explique comment ce système récupère et marchandise les luttes qui le critiquent

A l'heure de dérèglements climatiques qui impactent majoritairement les pays dits des « Suds », ex-colonisés⁵⁶, il est temps de prendre en compte les apprentissages du passé pour ne pas reproduire les erreurs et prendre en main les injustices sociales et climatiques en toute solidarité. Si la montée de l'extrême droite en Europe ne présage rien de bon quant à l'accueil de potentiel·les réfugié·es notamment climatiques, on peut aussi la voir comme une réaction à la montée en puissance de voix féministes, anticoloniales et écologistes promouvant les droits du vivant. On peut se demander si les attaques aux « wokistes » n'ont pas justement créé une union à un endroit où il n'y en avait pas auparavant. A l'intersection de plusieurs luttes, mettant au travail les hiérarchies et structures précédentes.

Tout comme il est sage de s'inspirer du passé, avec par exemple la « charte du mandé » promulgué par le souverain mandingue Soundiata Keita, qui reconnaissait dès 1235 les droits humains et du vivant, il est aussi temps d'écouter les voix présentes de nouvelles générations. Celles-ci n'hésitent plus à regarder leurs histoires et inventer de nouveaux outils pour répondre et articuler les enjeux colossaux du XXI ème siècle. Les écologies décoloniales⁵⁷, afroféminismes⁵⁸, écologies queer, antispécismes décoloniaux, écoféminismes⁵⁹..., sont autant de pistes de réflexions et d'action qui prennent en compte les mouvements qui leurs précèdent, reconnaissant leurs apports mais aussi leur limites. Il n'y a plus à hiérarchiser les luttes ou leurs stratégies, mais garder espoir et s'organiser en complémentarité pour que les droits humains deviennent la priorité des institutions qui nous gouvernent. Ou alors, changer ces institutions. Rappelons-nous que si les mouvements d'extrême droite qui bafouent les droits humains sont si virulents aujourd'hui, c'est que les luttes pour la justice sociale ont pris de l'ampleur. « L'espoir est une discipline », pour reprendre les mots de Mariame Kaba. Et comme diraient les « wokistes » s'iels existent : *Stay woke !*

⁵⁶Voir *Le Grand Dérangement*, d'Amitav Ghosh, 2021

⁵⁷Voir à ce sujet *L'écologie décoloniale* de M. Ferdinand, et *Sentipenser avec la Terre* d'A. Escobar

⁵⁸Voir le livre *Afrofem* du collectif Mwasi

⁵⁹Voir à ce sujet le travail de M. Bahaffou et le recueil *Reclaim* par É. Hache

Bibliographie

- Assiégés (Revue), 2020, « Utopies » #4 / 2021, « Transmettre » #5
- BAMKO, 2021. « Le féminisme et la blancheur de l'intersectionnalité »
 - Bahaffou, M., 2022, *Des paillettes sur le compost*
- Bepax (Nicolas Rousseau et Betel Mabille), 2019 « Être blanc·he : le confort de l'ignorance. Racisme et identités blanches »
- Bepax (Mireille-Tsheusi Robert) 2017, « La couleur du risque »
 - Brahim, R., 2021, *La race tue deux fois*
 - Césaire, A. 1950, *Discours sur le colonialisme*
 - Dasyva, M. 2022, *Survivre au taff*
 - Diallo, R., 2022, *Bienvenue au Wokistan*
 - Dorlin, E., 2018, *Se défendre. Une philosophie de la violence*
 - Escobar, A. 2017, *Sentir penser avec la Terre d'Arturo Escobar. Une écologie au-delà de l'Occident*
 - Fanon, F., 1961, *Les Damnés de la Terre*
 - Ferdinand, M., 2019, *Une écologie décoloniale*
 - Hall, R. & Martinez, H., 2022, *Wake. L'histoire cachée des femmes meneuses de révoltes d'esclaves*
 - Hache, E. 2016, *Reclaim. Anthologie de textes écoféministes*
 - Lazali, K. 2019, *Le trauma colonial*
- LSD La série documentaire France Inter, 2022, « Les origines du racisme »
 - Mahoudeau, A., 2022, *La panique woke*
 - Mwasi Collectif, 2020, *Afrofem*
 - Noël, F., 2022, *Et maintenant le pouvoir. Un horizon politique afroféministe*
 - Noël, F., 2022, « Être woke avec Octavia Butler » postface de *l'Aube*, de O. Butler
 - Oublié, J., 2022, *Tropiques Toxiques*
 - Oublié, J., 2017, *Péyi an nou*
 - Peck, R., 2022, *Exterminez toutes ces brutes*, film documentaire
 - Policar, A. 2022, « De woke au wokisme : anatomie d'un anathème », *Raison présente*
 - Rigouste, M., 2009, *L'ennemi intérieur*
 - Moreira, A., 2020, *Le racisme récréatif*
 - Suaudeau, J. et Niang, M-F., 2022 *Universalisme*
 - Soumahoro, M. 2020, *Le triangle et l'hexagone : réflexion sur une identité noire*
 - Telep, S., 2021. « Racialisation », *Langage et société*, ID : 10670/1.we2vrd

Pour citer cette étude :

« A qui profite le « wokisme » ? *Entre occultation de l'histoire et « panique morale » : comment penser les droits humains en 2022 ?* », Valéria D.

(Déc.2022). Etude n°1, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.

Editrice responsable : Mireille-Tsheusi ROBERT

Cette étude de Bamko asbl est soutenue par une reconnaissance en Education permanente (Fédération Wallonie-Bruxelles). Elle en partie l'aboutissement des discussions au sein des groupes de travail et d'autres activités de l'association.